UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS

CONSEIL D'ADMINISTRATION

PROCÈS-VERBAL de la trois cent soixante-neuvième réunion du conseil d'administration de l'Université du Québec en Outaouais tenue le lundi 10 juin 2013 à 16 h 30, au pavillon Alexandre-Taché, 283, boulevard Alexandre-Taché à Gatineau, à la salle Jean-R.-Messier, local E-2300.

CONFIRMÉ LE 23 SEPTEMBRE 2013

Procès-verbal de la trois cent soixante-neuvième réunion du conseil d'administration de l'Université du Québec en Outaouais tenue le lundi 10 juin 2013 à 16 h 30, au pavillon Alexandre-Taché, 283, boulevard Alexandre-Taché à Gatineau, à la salle Jean-R.-Messier, local E-2300.

<u>MEMBRES :</u>	<u>PRÉSENT</u>	<u>ABSENT</u>
BLOUIN-MONFILS, Lisette Représentante des diplômés	X	
BRIAND, Louise Professeure – Département des sciences comptables	X	
BRUNET, Sébastien Étudiant	X	
CARLE, Christiane Membre socio-économique	X	
CHÉNIER, Claude Représentant des collègues	X (<i>arrive à 16 h 40</i>)	
CYR, Caroline Chargée de cours – Département de psychoéducation et de psychologie		X
DE BASTIANI, Arnaud Étudiant	X	
DELISLE, Frédérique Membre socio-économique	X	
DUPONT, Yves Vice-recteur à l'administration et aux ressources	X	
IGLEWSKI, Michal Professeur – Département d'informatique et d'ingénierie	X	
LAVERGNE, Michel Membre socio-économique		X
RICARD, Lyse Membre socio-économique	X	
SAINT-PIERRE, Chantal Professeure – Département des sciences infirmières	X	
TOUPIN, Dominique Membre socio-économique	X	
VAILLANCOURT, Jean Recteur	X	

OBSERVATEUR ET OBSERVATRICE :**PRÉSENT****ABSENT**

LATULIPPE, Simon

X

Coordonnateur et attaché d'administration –
Décanat des études

ROCHFORT, Odette

X

Technicienne – École multidisciplinaire de l'image

INVITÉ :

LANDRY, Marc

X (*points 5.9 à 5.16*)

Doyen des études

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL :

MAURICE, Luc

X

Secrétaire général

ATTACHÉE D'ADMINISTRATION :

AUGER, Mireille

X

La présidente, madame Lisette Blouin-Monfils, constate le quorum et déclare la séance ouverte à 16 h 35.

Elle identifie les points du présent ordre du jour qui présentent une apparence de conflit d'intérêts impliquant un membre du conseil. Il s'agit des points 5.18, *Embauche d'une professeure régulière au Département de psychoéducation et de psychologie*, et 6.1, *Contrat de services sur demande en charpenterie-menuiserie – entrepreneur général aux pavillons Alexandre-Taché et Lucien-Brault, au campus de Saint-Jérôme et à l'ISFORT*. Dans le premier cas, le professeur dont l'embauche est recommandée, madame Caroline Cyr, est membre du conseil d'administration. Cependant, son absence à la présente réunion rend inutile le traitement de ce conflit d'intérêts. Dans le second cas, il existe un lien de parenté entre un membre siégeant à titre d'étudiant, monsieur Sébastien Brunet, et le propriétaire d'une entreprise qui pourrait se voir octroyer un contrat suite à un appel d'offres. La présidente précise que monsieur Brunet sera invité à se positionner à l'égard de cette préoccupation lors du traitement dudit point.

La présidente informe également les membres que le doyen des études sera présent pour le traitement des points 5.9 à 5.16.

1.- Adoption de l'ordre du jour

Sur proposition de madame Lyse Ricard, appuyée par madame Christiane Carle, les membres conviennent à l'unanimité d'intervenir les points 4.2 et 4.3 et de retenir les points suivants pour discussion :

- 2.- Procès-verbal de la trois cent soixante-huitième (15 avril 2013) réunion
 - 2.1 Approbation
 - 2.2 Affaires en découlant
- 3.- Entérinement des décisions de la trois cent soixante-quatrième (18 février 2013) réunion du comité exécutif
- 4.- Affaires générales et corporatives
 - 4.1 Information de la présidente
 - 4.2 Information du recteur
 - 4.3 Information de la présidente du comité d'audit
 - 4.4 Engagement et affectation d'une personne au poste de vice-recteur à l'enseignement et à la recherche
 - 4.5 Projet d'intégration du Pôle universitaire Paul-Gérin-Lajoie à l'UQO
 - 4.6 Modification à la Politique linguistique
 - 4.7 Politique relative aux archives et à la gestion documentaire
- 5.- Affaires académiques
 - 5.1 Calendrier universitaire pour l'année 2014-2015
 - 5.2 Émission d'attestations d'études – programmes courts de premier et de deuxième cycle
 - 5.3 Embauche d'un professeur régulier au Département des sciences comptables
 - 5.4 Embauche d'une professeure régulière au Département de psychoéducation et de psychologie

- 5.5 Embauche d'une professeure régulière au Département des sciences naturelles
- 5.6 Embauche d'un professeur régulier au Département des sciences naturelles
- 5.7 Embauche d'un professeur régulier au Département des sciences administratives
- 5.8 Embauche d'une professeure régulière au Département des sciences administratives
- 5.9 Ouverture des admissions au certificat en économie et société et offre de la mineure en économie et société
- 5.10 Ouverture des admissions au baccalauréat en sciences sociales (7849) « concentration développement international » et à la majeure en développement international
- 5.11 Ouverture des admissions au programme court de premier cycle en systèmes d'information de gestion
- 5.12 Ouverture des admissions au programme de baccalauréat en génie électrique
- 5.13 Ouverture des admissions au programme de maîtrise en études langagières
- 5.14 Ouverture des admissions à temps partiel au campus de Saint-Jérôme du programme court de deuxième cycle en gestion et développement communautaires (0541)
- 5.15 Révision des régimes d'admissions à la maîtrise en sciences infirmières, concentration santé mentale et soins psychiatriques
- 5.16 Ouverture des admissions au programme de maîtrise en enseignement secondaire, profils français, mathématique et adaptation scolaire
- 5.17 Ajustement au nom de l'ISFORT
- 5.18 Embauche d'une professeure régulière au Département de psychoéducation et de psychologie
- 5.19 Embauche d'une professeure régulière au Département de psychoéducation et de psychologie

- 6.- Affaires administratives et financières
 - 6.1 Contrat de services sur demande en charpenterie-menuiserie - entrepreneur général aux pavillons Alexandre-Taché et Lucien-Brault, au campus de Saint-Jérôme et à l'ISFORT
 - 6.2 Bail Collège préuniversitaire Nouvelles Frontières
 - 6.3 Approbation du refinancement de l'emprunt relatif aux résidences étudiantes de l'Université du Québec en Outaouais échéant le 30 août 2013
 - 6.4 Renouvellement des contrats d'assurance collective de l'Université du Québec au 1^{er} juin 2013

- 7.- Nominations
 - 7.1 Nominations de membres au comité de santé, sécurité et prévention

- 8.- Période d'information et questions
- 9.- Dépôt de documents
 - 9.1 Mise à jour des listes des regroupements des programmes par unité
 - 9.2 Synthèse de l'évaluation périodique des programmes de premier cycle en relations industrielles et en ressources humaines
 - 9.3 Synthèse de l'évaluation périodique des programmes de deuxième cycle en relations industrielles
 - 9.4 Synthèse de l'évaluation périodique des programmes de premier cycle en sciences sociales
 - 9.5 Synthèse de l'évaluation périodique des programmes de baccalauréats en enseignement
 - 9.6 Chantier 1 – Loi-cadre – Document UQ
 - 9.7 Chantier 1 – Loi-cadre – Invitation à l'UQO à prendre part à la consultation
 - 9.8 Chantier 2 – Conseil national des universités – Réponse collective des établissements du réseau de l'UQ
 - 9.9 Chantier 2 – Conseil national des universités – Proposition des chefs d'établissement universitaire du Québec
 - 9.10 Chantier 3 – Offre de formation collégiale – Invitation à l'UQ à prendre part à la consultation
 - 9.11 Chantier 4 – Financement des universités – Invitation à l'UQO à prendre part à la consultation
 - 9.12 Chantier 5 – Aide financière aux études – Rapport du chantier
 - 9.13 Lettre annonçant le retrait des établissements du réseau de l'UQ de la CREPUQ
- 10.- Prochaine réunion
- 11.- Clôture de la séance

2.- Procès-verbal de la trois cent soixante-huitième (15 avril 2013) réunion

2.1 Approbation

Sur proposition de madame Dominique Toupin, appuyée par madame Chantal Saint-Pierre, les membres conviennent à l'unanimité d'adopter le procès-verbal de la trois cent soixante-huitième (15 avril 2013) réunion, et ce, sous réserve d'effectuer les modifications suivantes :

Point 4.1 (p. CA-17) : À la troisième ligne du premier paragraphe, les mots « suffisamment précise » sont remplacés par le mot « adéquate ».

Point 5.2 (p. CA-22) : À la deuxième ligne du dernier paragraphe, le mot « perceptions » est remplacé par le mot « règlementations ».

Point 6.6 (p. CA-29) : Les termes « en raison des perturbations liées au mouvement étudiant du printemps 2012 » sont ajoutés à la fin de la première phrase de l'avant-dernier paragraphe afin de préciser cette affirmation.

Point 6.6 (p. CA-29) : À la deuxième phrase de l'avant-dernier paragraphe, il est convenu de préciser qu'il s'agit d'une loi-cadre : « Le gouvernement s'apprêtant à adopter une loi-cadre sur l'économie sociale (...) ».

2.2 Affaires en décollant

Le recteur et le vice-recteur à l'administration et aux ressources informent les membres du conseil d'administration qu'en ce qui concerne le procès-verbal de la trois cent soixante-huitième (15 avril 2013) réunion, les suites régulières ont été données, et plus particulièrement :

Points 4.1, 4.3 et 5.3 (p. CA-7, CA-20 et CA-22) : Le recteur fait savoir que les budgets du fonds de fonctionnement et du fonds d'investissement, ainsi que la recommandation relative à l'attribution de deux doctorats *honoris causa*, ont été adoptés par l'Assemblée des gouverneurs lors de sa réunion du 30 avril dernier.

Point 5.4 (p. CA-23) : Le recteur confirme que la distinction *Employé d'honneur* a été décernée lors de la Cérémonie de reconnaissance des employés le 31 mai 2013.

Points 6.7 à 6.16 (p. CA-30 à CA-33) : Le recteur mentionne que le processus normal suit son cours en ce qui a trait aux embauches de professeurs.

Point 6.6 (p. 26) : Le recteur rappelle que la décision d'offrir des programmes de deuxième cycle en gestion des entreprises collectives à de nouveaux étudiants au trimestre d'automne 2013 est conditionnelle à ce qu'au plus tard le 12 juillet 2013, au moins douze (12) candidats aient été admis pour l'automne 2013. Il précise que cinq (5) demandes d'admission ont été reçues en date d'aujourd'hui.

3.- Entérinement des décisions de la trois cent soixante-quatrième (18 février 2013) réunion du comité exécutif

Sur proposition de monsieur Michal Iglewski, appuyée par madame Christiane Carle, les membres conviennent à l'unanimité d'entériner les décisions de la trois cent soixante-quatrième (18 février 2013) réunion du comité exécutif, le tout conformément à l'article 5.3.2 du Règlement de régie interne de l'Université.

4.- Affaires administratives et financières

4.1 Information de la présidente

La présidente fait savoir que le recteur et elle-même ont rencontré les coprésidents du Chantier sur le projet de loi-cadre des universités, dont le mandat est de produire une proposition de loi-cadre chapeautant l'ensemble du système universitaire et devant comprendre trois parties, soit un énoncé de valeurs inspiré des fondements des universités dans notre société, de l'expérience québécoise en matière d'enseignement supérieur, et des échanges tenus aux rencontres thématiques et lors du Sommet lui-même; une mise à jour des lois existantes qui gouvernent les établissements universitaires et la révision de règles de gouvernance; et la création et le fonctionnement du Conseil national des universités. La troisième partie de ce mandat, relevant du Chantier sur un Conseil national des universités, sera mise en œuvre en collaboration avec monsieur Claude Corbo qui en est le président. La présidente se dit très satisfaite de cette rencontre, laquelle a permis l'échange d'éléments nouveaux de part et d'autre.

Elle commente élogieusement le Gala des distinctions de l'Université du Québec en Outaouais (UQO), tenu le 2 mai 2013, lors duquel les distinctions *Bénévole d'honneur*, *Médaille Gérard-Lesage*, *Grand diplômé – volet carrière* et *Grand diplômé – volet relève* ont respectivement été décernées à Louise Verville, Sylvie Fréchette et Benoît Pelletier, Suzanne Fitzback et Valérie Levasseur.

Elle complète ses informations en commentant sa participation et celle de monsieur Claude Chénier, en tant que membres socio-économiques du conseil d'administration, à une rencontre sectorielle de travail sur la gestion des risques inhérents à la gouvernance de l'Université. Cette participation a permis de faire valoir les perspectives des communautés de Gatineau et de Saint-Jérôme vues des membres socio-économiques du conseil.

4.2 Information du recteur

Le recteur trace le portrait de l'évolution des travaux des cinq chantiers mis en place suite au Sommet sur l'enseignement supérieur.

- Chantier 1 sur une loi-cadre des universités : Il fait notamment savoir qu'il a transmis la demande au coprésident de ce chantier, lors de la rencontre dont la présidente a fait état au point précédent, que soient intégrées à la loi-cadre les trois valeurs fondamentales universitaires, soit la liberté académique, la collégialité et l'autonomie, et ce, dans un souci de continuité avec les positions antérieures de l'UQO à l'égard du projet de modernisation de la Loi sur l'Université du Québec (UQ).
- Chantier 2 sur un Conseil national des universités : Il explique la position et l'approche des dirigeants des établissements du réseau de l'UQ qui diffèrent de celle des chefs d'établissements des universités à charte.
- Chantier 3 sur l'offre de formation collégiale : Il indique qu'il est le recteur mandaté par l'UQ pour contribuer à la réflexion en cours dans ce chantier.
- Chantier 4 sur la politique de financement des universités : Il précise que lui-même ainsi que le vice-recteur à l'administration et aux ressources prendront part prochainement à une réunion de travail sur ce chantier à l'invitation des coprésidents. Il fait savoir qu'une concertation avec les universités en région a été engagée sur ce sujet compte tenu des enjeux communs liés au financement.
- Chantier 5 sur l'aide financière aux études : Il signale que le rapport a été déposé.

Il poursuit ses informations en confirmant que les chefs d'établissements universitaires québécois ont décidé à l'unanimité, le 6 juin dernier, de procéder à une transformation importante de la CREPUQ. Celle qui portera dorénavant le nom de Bureau de concertation universitaire conservera sa structure juridique, mais verra l'abolition de l'un de ses trois mandats, soit celui de la représentation. Le maintien d'un certain nombre de tables de concertation est prévu, dont celles des secrétaires généraux, des vice-recteurs à l'administration et aux ressources, des vice-recteurs à l'enseignement et à la recherche, des registraires et des bibliothécaires. Le recteur indique que les cadres de l'UQO continueront de participer aux activités des différents comités et sous-comités déjà planifiées au sein de la CREPUQ, jusqu'à ce qu'il soit convenu des nouveaux modes de participation.

Le recteur porte ensuite à l'attention des membres le franc succès remporté par le gala-bénéfice tenu à l'UQO le 23 mai dernier dans le cadre du programme de bourses initié l'an dernier par la conseillère gatinoise Mireille Apollon dans le but de créer un fonds d'études permettant de récompenser en alternance les étudiants de la communauté haïtienne de l'Université d'Ottawa et de l'Université du Québec en Outaouais. Ce montant sera cette année remis à la Fondation de l'UQO.

Il résume par la suite les données contenues dans le Rapport annuel concernant l'application de la *Politique contre le harcèlement* pour l'exercice 2012-2013, étant donné qu'il a l'obligation de faire rapport annuellement au conseil d'administration, étant la personne responsable de la Politique. Il fait notamment savoir que sept (7) plaintes ont été adressées à la doyenne de la gestion académique et qu'aucune plainte n'a été adressée au directeur des ressources humaines, ni au registraire, en leur qualité de personnes responsables désignées à la Politique. Il ajoute que des activités visant à la formation des cadres en matière de prévention des situations de harcèlement sont prévues pour l'année 2013-2014.

Un membre fait savoir que la Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université participe elle aussi de façon active aux travaux des divers chantiers mis sur pied suite au Sommet sur l'enseignement supérieur, et plus particulièrement en ce qui a trait aux chantiers 1 et 4.

Un autre membre souhaite connaître les répercussions de la transformation de la CREPUQ sur les universités québécoises. Le recteur rappelle le contexte historique et politique de l'évolution de la CREPUQ et explique que la décision prise la semaine dernière par les recteurs a pour effet positif de protéger le budget de la CREPUQ ainsi que de conserver sa structure juridique. Il ajoute que la CREPUQ ne détiendra plus de pouvoir d'intervention et que le Bureau de concertation universitaire fera office de table de discussions et permettra à l'ensemble des universités québécoises de travailler en concertation.

4.3 Information de la présidente du comité d'audit

La présidente du comité d'audit, madame Lyse Ricard, trace un bilan sommaire des résultats de l'audit informatique effectué du 7 janvier au 18 février 2013 par la firme Vitrix et visant à vérifier la sécurité du réseau informatique de l'Université par des tests d'intrusion et à vérifier la confidentialité et l'intégrité des données sensibles contenues dans le système informatisé de gestion du dossier étudiant appelé Gesta. La firme Vitrix avait aussi le mandat de faire des recommandations sur les mesures à prendre pour corriger la situation, le cas échéant.

Le constat général de la firme indique que le niveau de sécurité du réseau face aux menaces en provenance de l'interne et de l'externe est comparable aux autres établissements d'enseignement d'envergure similaire. Deux vulnérabilités critiques ont été identifiées et corrigées rapidement quelques jours après leur identification. Entre 80 % et 90 % des failles faibles et modérées ont également été corrigées. La présidente souligne que le Service des technologies de l'information a élaboré un plan de travail étoffé où chacune des vulnérabilités a été associée à une action à prendre pour corriger la situation.

Enfin, elle fait savoir que des recommandations ont été émises par la firme Vitrix, notamment que deux autres audits soient effectués, soit un pour le Web et un après l'implantation de GESTA II. Elle souligne le caractère confidentiel du rapport.

4.4 Engagement et affectation d'une personne au poste de vice-recteur à l'enseignement et à la recherche

Le recteur informe les membres que le poste de vice-recteur à l'enseignement et à la recherche est devenu vacant suite à la fin de mandat, le 31 mai 2013, de celui qui en était le titulaire depuis quinze ans, monsieur Denis Dubé. Celui-ci avait annoncé, à l'automne 2012, sa décision de ne pas solliciter un renouvellement de mandat d'où la nécessité de procéder à la dotation du poste.

Sous l'autorité du recteur, le processus de nomination du vice-recteur à l'enseignement et à la recherche est encadré par les dispositions du *Règlement concernant la consultation pour les postes de vice-recteur à l'enseignement et à la recherche, doyen des études et doyen de la recherche*. Un comité de mise en candidature a donc été formé par le recteur, qui en assumait la présidence, et était composé des personnes suivantes :

Monsieur Claude Chénier, membre socio-économique du conseil d'administration;
 Monsieur Arnaud de Bastiani, membre étudiant du conseil d'administration;
 Madame Annie Devault, membre de la commission des études et professeure au Département de travail social;
 Madame Chantal Saint-Pierre, directrice adjointe du Module des sciences de la santé et professeure au Département des sciences infirmières;
 Monsieur Luc Maurice, secrétaire général et secrétaire du comité.

Le recteur a procédé au lancement d'un premier concours visant à doter ce poste, entre le 18 décembre 2012 et le 25 janvier 2013. Le processus n'ayant pas été concluant

quant à la recommandation d'un candidat, il avait été décidé de procéder peu de temps après au lancement d'un deuxième concours en fonction de la description de fonction du poste.

La composition du comité de mise en candidature est demeurée la même pour les deux concours.

Ce deuxième concours a été lancé le 27 mars 2013 et prenait fin le 19 avril 2013. L'affichage du poste a paru dans les principaux médias ainsi que sur des sites électroniques d'offres d'emploi concernant particulièrement le monde universitaire. Une première sélection effectuée par le comité a permis de retenir trois (3) candidatures pour les entrevues qui ont eu lieu le dimanche 5 mai 2013.

Conformément au règlement précité, le comité de mise en candidature avait, par la suite, la responsabilité de dresser une liste restreinte comportant, au plus, trois noms. Le comité ayant décidé de ne retenir que deux candidatures, soit messieurs Benoît Pelletier, professeur à la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa et Denis Harrisson, professeur titulaire au Département Organisation et ressources humaines, à l'École des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal, ces candidats ont donc été retenus par le comité aux fins de la consultation auprès des catégories de personnes identifiées dans le règlement précité, ainsi qu'auprès de la commission des études.

La consultation s'est déroulée entre le 6 mai et le 29 mai 2013. Deux rencontres avec les membres de la communauté universitaire visés par le règlement et les candidats ont eu lieu aux campus de Saint-Jérôme et de Gatineau, respectivement les 22 et 24 mai 2013. La commission des études, à titre de commission, a été consultée dans le cadre de sa réunion régulière du 30 mai 2013.

Le comité s'est réuni le 30 mai 2013 pour recevoir, confidentiellement, les résultats de la consultation sous forme de rapport.

Le recteur soumet au conseil d'administration sa recommandation d'embauche et d'affectation de monsieur Denis Harrisson pour le poste de vice-recteur à l'enseignement et à la recherche. Il commente en séance son curriculum vitae, les grandes étapes de son cheminement académique et professionnel et ses réalisations en matière d'enseignement et de recherche qui en font un candidat de grande qualité possédant toutes les qualités requises pour assumer cette importante fonction et pour relever les importants défis qui y sont associés.

Il décrit les quatre étapes que comporte le processus décisionnel qui interpelle le conseil d'administration et qui sont reprises dans le dispositif du projet de résolution présenté pour adoption au conseil. Outre l'embauche et l'affectation précédemment mentionnées, il précise que le conseil est également invité, d'une part, à mandater le recteur pour la fixation des conditions de travail du nouveau vice-recteur en conformité avec les dispositifs réglementaires applicables, notamment l'Annexe 6-A « Protocole des cadres supérieurs » du règlement général 6 « Ressources humaines » de l'Université du Québec, et, d'autre part, à requérir du gouvernement du Québec, par l'intermédiaire de la présidence de l'Université du Québec, l'émission d'un décret pour la nomination de celui-ci pour lui permettre de siéger au conseil d'administration de l'Université à titre de personne exerçant une fonction de direction d'enseignement et de recherche, pour un mandat de cinq (5) ans, conformément à l'article 32 b) de la Loi sur l'Université du Québec.

Il est convenu en séance que les dates encadrant le mandat du vice-recteur soient précisées dans la résolution.

Il est convenu de poursuivre la discussion dans le cadre d'un huis clos, vu le caractère confidentiel des autres informations que le recteur souhaite transmettre au conseil.

Sur une proposition de monsieur Claude Chénier, appuyée par madame Lyse Ricard, il est unanimement résolu de décréter un huis clos, en autorisant les observateurs à demeurer dans la salle.

Sur une proposition de monsieur Claude Chénier, appuyée par monsieur Sébastien Brunet, il est unanimement résolu de lever le huis clos.

Un membre s'interroge sur les raisons qui expliquent que davantage de candidatures provenant de l'externe ont été reçues dans le cadre du deuxième concours contrairement au premier concours, et souhaite savoir si des modifications à la procédure de nomination sont envisagées. Le recteur fait savoir que nombre de professeurs, de même que la commission des études, ont émis plusieurs propositions visant à améliorer le processus de nomination. Il indique qu'une révision du Règlement est en cours et qu'un projet dudit Règlement amendé devrait être présenté au conseil d'administration à l'automne. Il ajoute qu'un deuxième concours signifie généralement, pour les candidats externes, de meilleures opportunités de voir leur candidature retenue puisque les candidatures internes, qui auraient pu être privilégiées, sont limitées à ce stade du processus.

Après délibérations, sur proposition de monsieur Arnaud de Bastiani, appuyée par madame Louise Briand, les membres conviennent à l'unanimité d'adopter la résolution 369-CA-5587 concernant l'engagement et l'affectation d'une personne au poste de vice-recteur à l'enseignement et à la recherche (Denis Harrisson); laquelle est jointe en appendice.

4.5 Projet d'intégration du Pôle universitaire Paul-Gérin-Lajoie à l'UQO

Le recteur mentionne que le Pôle universitaire Paul Gérin-Lajoie (Pôle) est un centre de gestion autonome d'activités de formation universitaire qui a vu le jour en 2006, à Sainte-Thérèse, dans les Basses-Laurentides. Reposant sur la volonté des organisations et des citoyens de cette région d'obtenir des services de formation universitaire répondant à leurs besoins, le Pôle offre aujourd'hui une gamme de formations, créditées et non créditées, avec le concours de l'Université de Sherbrooke, de l'Université Laval et de l'École de technologie supérieure.

Suite au succès du développement du campus à Saint-Jérôme et de la notoriété ainsi reconnue de l'UQO dans les Laurentides, une analyse stratégique complète fût effectuée en 2012 par la direction du Pôle afin que soient mieux ciblés et déployés les services et l'offre de formation de cours universitaire selon les besoins régionaux. Les premiers résultats de cette analyse amenèrent la direction du Pôle à envisager de faire de l'UQO un partenaire de premier choix pour poursuivre le développement de leurs activités de formation. Simultanément, compte tenu d'un contexte universitaire financièrement difficile à l'automne 2012, l'Université de Sherbrooke annonçait au début de 2013 son intention de ne pas poursuivre le développement de nouvelles activités de formation au Pôle. Au lendemain du Sommet sur l'enseignement supérieur, le directeur général du Pôle a donc approché la direction de l'UQO pour soumettre à l'étude un projet de partenariat en matière d'offre d'activités de formation, tant créditées que non créditées.

Après quelques rencontres de travail, il fût rapidement identifié, tant par l'UQO que par le Pôle, que le projet le plus adéquat à explorer plus avant était celui de l'intégration progressive du Pôle à l'UQO. C'est donc le propos de la lettre d'intention présentée que de décrire les éléments et les étapes d'un mécanisme d'intégration progressif du Pôle à l'UQO, se déroulant sur un échéancier de deux années, lequel respecte d'une part certaines contraintes légales, mais surtout qui donne le temps aux deux partenaires, l'UQO et le Pôle, de mieux se connaître et de pouvoir chacun juger du bénéfice de cette démarche.

Un membre se dit préoccupé par le déploiement des activités de l'Université à partir des deux campus. Il souligne notamment que la délocalisation de certains programmes d'études produit des heurts et qu'un déploiement supplémentaire va à l'encontre de la consolidation des campus prônée pour pallier le manque d'effectif. Il est également d'avis que le projet d'intégration présenté est prématuré dans le contexte où l'Université connaît peu le Pôle et que les chantiers sur la loi-cadre des universités et le Conseil national des universités, qui pourraient désormais mieux encadrer les initiatives des universités en matière de délocalisation, n'ont pas encore terminé leurs travaux et rendus leur rapport.

Le recteur fait remarquer que ce projet pourrait permettre à l'UQO de s'inscrire dorénavant comme établissement universitaire de premier choix sur tout le territoire des Hautes et Basses Laurentides. Il précise que davantage de détails seront disponibles et présentés au conseil d'administration à l'automne, moment où les chantiers mis sur pied suite au Sommet devraient avoir livré de plus amples informations sur les nouvelles formes d'encadrement qu'entend imposer le gouvernement au milieu universitaire.

Après délibérations, le vote étant demandé, sur proposition de madame Chantal Saint-Pierre, appuyée par madame Dominique Toupin, les membres conviennent à la majorité (pour : 12 - contre : 1) d'adopter la résolution 369-CA-5588 concernant le projet d'intégration du Pôle universitaire Paul-Gérin-Lajoie à l'UQO; laquelle est jointe en appendice.

4.6 Modification à la Politique linguistique

Le recteur mentionne qu'en janvier dernier, le vice-recteur à l'enseignement et à la recherche a soumis à une large consultation au sein de la communauté universitaire un projet visant à modifier la Politique linguistique.

La Politique linguistique prévoit que la compétence en français de tous les candidats à des programmes de premier et de deuxième cycle doit avoir été démontrée préalablement à l'admission. Pour le troisième cycle, la Politique linguistique n'en fait pas une exigence. Toutefois, la Politique linguistique stipule que, à tous les cycles, le français est la langue des examens et des travaux ainsi que des présentations orales.

Le recteur recommande qu'on élargisse les mécanismes de contrôle de la compétence en français des candidats à l'admission afin de couvrir aussi les candidats aux études de troisième cycle, comme cela est déjà le cas aux premier et deuxième cycles.

En 2011, des précisions ont été apportées aux conditions d'admission des programmes de troisième cycle afin de clarifier les attentes face aux compétences en français des candidats.

Ainsi, suite aux modifications apportées en 2011, les candidats au doctorat en sciences sociales appliquées, au doctorat en éducation, au doctorat en relations industrielles et au doctorat en psychologie doivent démontrer une connaissance du français lors de l'admission. Pour ces programmes, la modification proposée à la Politique linguistique n'aurait pas d'incidence.

Dans le cas du programme de doctorat en sciences et technologies de l'information et du programme court de troisième cycle en gestion de projet, les candidats sont actuellement avisés qu'ils doivent être en mesure d'étudier en français au moment de commencer le programme, mais n'ont pas à présenter une démonstration formelle de cette compétence. Advenant l'acceptation du projet de modification de la Politique linguistique, le contrôle de la compétence en français serait alors étendu à ces programmes et s'appliquerait également à tous les futurs programmes de troisième cycle offerts par l'UQO, incluant le doctorat en administration – gestion de projet.

Compte tenu des ajustements déjà apportés aux conditions d'admission des programmes de troisième cycle, il appert que la modification proposée ne constitue pas une transformation importante des règles en vigueur. Cependant, elle fera en sorte qu'on aura l'assurance que tous les étudiants admis sont effectivement en mesure de cheminer dans des cours offerts en français.

Le projet de modification propose également d'assurer la concordance entre le texte de la Politique linguistique et celui du Régime des études de cycles supérieurs (article 5.9) en ce qui a trait à l'usage d'une langue autre que le français dans les travaux de recherche exigés des étudiants.

Plusieurs personnes ont manifesté leur accord face au projet. En outre, certains ont souligné qu'on obtiendrait ainsi une meilleure cohérence dans les pratiques d'admission.

Une personne a manifesté son désaccord face au frein que représenterait cette validation pour des candidats provenant du Brésil dans le cadre d'un programme qui est envisagé dans les prochaines années.

Le comité du programme de troisième cycle en sciences et technologies de l'information a souhaité que la Politique permette un traitement spécial pour le programme de doctorat en sciences et technologies de l'information. Selon le comité, l'ajout de la condition proposée aurait des incidences négatives sur la fréquentation du programme.

Le Département d'informatique et d'ingénierie a transmis une suggestion visant à faire en sorte que la réussite d'un test de français vienne conditionner le cheminement des étudiants dans les programmes plutôt qu'être exigée au moment de l'admission. Le texte proposé par le Département d'informatique et d'ingénierie ferait en sorte de permettre l'accès aux programmes de l'UQO à des candidats n'ayant pas de connaissance du français à leur arrivée en obligeant l'Université à déployer des ressources pour soutenir l'apprentissage du français chez ces personnes. Cette suggestion est inspirée par les orientations retenues par certaines universités, dont l'UQAM.

Pour l'essentiel, ces avis du secteur de l'informatique et de l'ingénierie s'inscrivent en faux par rapport à l'orientation proposée. Toutefois, on peut aussi croire que des personnes ne connaissant pas le français à leur admission ne seraient pas en mesure de suivre les cours offerts en français et de réaliser les travaux et examens exigés pour ces cours. En ce sens, la demande formulée par ce secteur semble aller au-delà de ce que la politique actuelle prescrit comme exigence.

Un ajustement a été apporté au texte suite à la consultation. En effet, au lieu de retirer la mention précisant qu'on vise les programmes de premier et de deuxième cycle, le recteur recommande qu'on utilise une formulation qui précise que les candidats aux programmes de premier, deuxième et troisième cycle sont visés. Cet ajustement permettra d'éviter une confusion éventuelle pour des personnes souhaitant réaliser des stages postdoctoraux à l'UQO.

La commission des études a formulé un avis favorable face à cette modification.

Le recteur recommande donc qu'on donne suite à cette modification.

Un membre souligne que les connaissances exigées au troisième cycle ne sont pas les mêmes que celles exigées aux autres cycles et que les examens visant à valider la compétence en français devraient être différents. Il se dit également d'avis qu'il n'est pas dans l'intérêt de l'Université de ne pas reproduire l'orientation retenue par l'UQAM de déployer des ressources pour soutenir l'apprentissage du français chez des étudiants non francophones souhaitant étudier à l'UQO. Le recteur explique que la décision s'inscrit dans l'esprit de la politique adoptée par l'Université, mais dit bien entendre la demande d'assurer l'intégration de ces étudiants. Il verra avec le nouveau vice-recteur à l'enseignement et à la recherche si des mesures d'accompagnement pourraient être envisagées.

Deux autres membres se rallient à la position du membre intervenu précédemment, mais l'un d'eux souligne toutefois que des mesures d'accompagnement entraîneraient d'importants frais.

Après délibérations, le vote étant demandé, sur proposition de madame Louise Briand, appuyée par monsieur Sébastien Brunet, les membres conviennent à la majorité (pour : 12 - contre : 1) d'adopter la résolution 369-CA-5589 concernant la modification à la Politique linguistique; laquelle est jointe en appendice.

4.7 Politique relative aux archives et à la gestion documentaire

Le secrétaire général mentionne que les archives et la gestion documentaire figurent parmi les principales responsabilités du secrétariat général. C'est un secteur d'activités qui occupe une place de plus en plus prépondérante dans le fonctionnement et la bonne gouvernance de l'Université et qui requiert la mise en place de règles visant notamment à

répondre aux besoins des unités en matière d'archives et de gestion documentaire ainsi qu'à assurer que les pratiques archivistiques soient conformes aux standards les plus élevés.

La gestion des archives de l'Université est liée aux besoins institutionnels dont le bon fonctionnement des unités, le respect des obligations légales et réglementaires principalement celles découlant de la Loi sur les archives (L.R.Q. c A-21.1), la stabilisation des processus de gestion des documents, la sauvegarde et la défense des droits et des intérêts de l'institution et de ses membres, l'actualisation de la mission universitaire en enseignement et en recherche, l'histoire et la constitution ainsi que la préservation de son patrimoine archivistique.

C'est ainsi qu'un projet de Politique relative aux archives et à la gestion documentaire, largement inspiré d'une politique similaire en vigueur depuis plusieurs années à l'Université de Montréal, a été élaboré en tenant compte du contexte spécifique de l'UQO. Ce projet viendrait se substituer à la Politique relative à la gestion des documents qui avait été adoptée par le conseil d'administration en 1986 (62-CA-962) et qui serait ainsi abrogée. La « Procédure d'application relative à la gestion des documents de l'UQAH », entrée en vigueur également en 1986 et complémentaire à cette dernière politique, serait également abrogée.

Le projet de politique proposé vise la gestion des documents produits sur support papier ainsi que ceux faisant appel à des technologies de l'information. Elle a principalement pour objectif d'assurer la gestion sécuritaire et efficace des documents de l'Université durant tout leur cycle de vie, c'est-à-dire depuis leur création ou réception, jusqu'à leur disposition finale, soit l'élimination ou la conservation permanente aux archives historiques, le tout en conformité avec les besoins de l'Université et les lois applicables.

Le projet soumis pour approbation au conseil d'administration, en préparation depuis plusieurs mois, a fait l'objet de consultations qui ont permis d'en améliorer le contenu.

Le conseil est donc invité à adopter ce projet de politique et à abroger dans le même élan la Politique relative à la gestion des documents.

Un membre estime que la Politique pourrait possiblement contrevenir aux règles de conservation des données auxquelles sont soumis les chercheurs par *l'Énoncé de politique des trois Conseils : Éthique de la recherche avec des êtres humains* (EPTC 2). Il est d'avis que des vérifications devraient être effectuées, notamment auprès du président de Comité d'éthique de la recherche (CER) de l'UQO, afin de s'assurer que la Politique respecte les normes de l'EPTC 2. Le secrétaire général affirme que la présente Politique ne contrevient en aucun cas aux recommandations de l'EPTC 2. Il souligne par ailleurs que le doyen de la recherche, qui est très au fait des différentes exigences auxquelles sont assujettis les chercheurs, a participé activement à la préparation de la Politique et n'a relevé aucune difficulté à ce sujet. Le recteur suggère que des vérifications soient effectuées auprès du président du CER, et qu'une référence au protocole de l'EPTC 2 soit ajoutée, si nécessaire.

Après délibérations, sur proposition de madame Lyse Ricard, appuyée par madame Frédérique Delisle, les membres conviennent à l'unanimité d'adopter la résolution 369-CA-5590 concernant la Politique relative aux archives et à la gestion documentaire; laquelle est jointe en appendice.

5.- Affaires académiques

5.1 Calendrier universitaire pour l'année 2014-2015

Le recteur mentionne que depuis 1998, l'Université a retenu le principe de fixer les calendriers universitaires deux ans à l'avance afin d'intégrer les principales dates aux publications servant à la promotion.

Le projet a été construit en respectant le règlement général de l'Université du Québec ainsi que les régimes des études de l'UQO. Les trimestres s'étendent sur 15 semaines et les jours fériés ne font pas l'objet de reprise.

Tous les trimestres incluent une semaine d'étude.

Au trimestre d'été 2014, la fin du trimestre (horaire condensé) a été fixée au mardi 24 juin 2014 compte tenu des exigences contractuelles de l'UQO envers les personnes chargées de cours. La date effective de fin de trimestre sera toutefois le 23 juin 2014 dans le respect de l'article 4.2.2.1 du régime des études.

À la demande du vice-recteur à l'enseignement et à la recherche ainsi que de la doyenne de la gestion académique, il a été convenu d'ajouter au calendrier universitaire 2014-2015 des journées institutionnelles de report d'examen aux trimestres d'automne et d'hiver.

Il est recommandé de ne pas fixer dès maintenant les dates de la semaine d'études au trimestre d'hiver 2015, mais d'attendre d'obtenir l'information relative au moment où les commissions scolaires de l'Outaouais et des Laurentides vont fixer la semaine de relâche. L'on veille à ce que la semaine d'études coïncide avec celle où les activités sont suspendues aux niveaux primaire et secondaire.

En conséquence, le projet de calendrier qui est soumis ne précise pas, pour le moment, les dates de la semaine d'études du trimestre d'hiver 2015. Il est plutôt proposé que, dans la mesure où les commissions scolaires concernées optent pour les mêmes dates, que la semaine d'études soit alors fixée à ce moment. Par ailleurs, si les commissions scolaires des deux régions utilisaient des dates différentes, on suggère alors de consulter à nouveau la commission des études et présenter la question au conseil d'administration pour décision. Selon l'expérience du calendrier 2013-2014, les commissions scolaires pourraient arrêter ces dates vers le mois de février 2014.

Les membres de la commission des études ont recommandé au conseil d'administration l'adoption du calendrier universitaire pour l'année 2014-2015 et il est convenu en séance de faire mention de cette recommandation favorable dans la résolution.

Après délibérations, sur proposition de madame Christiane Carle, appuyée par monsieur Claude Chénier, les membres conviennent à l'unanimité d'adopter la résolution 369-CA-5591 concernant le calendrier universitaire pour l'année 2014-2015; laquelle est jointe en appendice.

5.2 Émission d'attestations d'études – programmes courts de premier et de deuxième cycle

Le recteur mentionne que conformément à la Politique concernant le cadre institutionnel des programmes courts, la commission des études a recommandé au conseil d'administration d'émettre les attestations d'études aux étudiantes et aux étudiants qui ont satisfait aux exigences des programmes courts de premier et de deuxième cycle.

Après délibérations, sur proposition de madame Louise Briand, appuyée par monsieur Michal Iglewski, les membres conviennent à l'unanimité d'adopter la résolution 369-CA-5592 concernant l'émission d'attestations d'études – programmes courts de premier et de deuxième cycle; laquelle est jointe en appendice.

5.3 Embauche d'un professeur régulier au Département des sciences comptables

Le recteur mentionne que suite à l'affichage d'un poste de professeur régulier dans le domaine de la certification et contrôle de gestion, le Département des sciences comptables a procédé à la sélection des candidats selon la procédure prévue à cette fin. Suite à l'avis du comité de sélection, l'Assemblée départementale du Département des sciences comptables recommande au conseil d'administration l'embauche de monsieur Jacques Bertrand à titre de professeur régulier au secteur disciplinaire « Certification et contrôle de gestion » au site de travail Gatineau.

Après délibérations, sur proposition de monsieur Jean Vaillancourt, appuyée par monsieur Claude Chénier, les membres conviennent à l'unanimité d'adopter la résolution 369-CA-5593 concernant l'embauche d'un professeur régulier au Département des sciences comptables (Jacques Bertrand); laquelle est jointe en appendice.

5.4 Embauche d'une professeure régulière au Département de psychoéducation et de psychologie

Le recteur informe les membres que suite à l'affichage d'un poste de professeur régulier dans le domaine de la criminologie clinique, le Département de psychoéducation et de psychologie a procédé à la sélection des candidats selon la procédure prévue à cette fin. Suite à l'avis du comité de sélection, l'Assemblée départementale du Département de psychoéducation et de psychologie recommande au conseil d'administration l'embauche de madame Dominique Trottier à titre de professeure régulière au secteur disciplinaire « psychoéducation » au site de travail Gatineau.

Après délibérations, sur proposition de monsieur Jean Vaillancourt, appuyée par monsieur Claude Chénier, les membres conviennent à l'unanimité d'adopter la résolution 369-CA-5594 concernant l'embauche d'une professeure régulière au Département de psychoéducation et de psychologie (Dominique Trottier); laquelle est jointe en appendice.

5.5 Embauche d'une professeure régulière au Département des sciences naturelles

Le recteur informe les membres que suite à l'affichage d'un poste de professeur régulier dans le domaine de l'écologie animale, le Département des sciences naturelles a procédé à la sélection des candidats selon la procédure prévue à cette fin. Suite à l'avis du comité de sélection, l'Assemblée départementale du Département des sciences naturelles recommande au conseil d'administration l'embauche de madame Angélique Dupuch à titre de professeure régulière au secteur disciplinaire « sciences forestières » au site de travail Gatineau.

Après délibérations, sur proposition de monsieur Jean Vaillancourt, appuyée par monsieur Claude Chénier, les membres conviennent à l'unanimité d'adopter la résolution 369-CA-5595 concernant l'embauche d'une professeure régulière au Département des sciences naturelles (Angélique Dupuch); laquelle est jointe en appendice.

5.6 Embauche d'un professeur régulier au Département des sciences naturelles

Le recteur informe les membres que suite à l'affichage d'un poste de professeur régulier dans le domaine de l'écologie des sols forestiers, le Département des sciences naturelles a procédé à la sélection des candidats selon la procédure prévue à cette fin. Suite à l'avis du comité de sélection, l'Assemblée départementale du Département des sciences naturelles recommande au conseil d'administration l'embauche de monsieur David Rivest à titre de professeur régulier au secteur disciplinaire « sciences forestières » au site de travail Gatineau.

Après délibérations, sur proposition de monsieur Jean Vaillancourt, appuyée par monsieur Claude Chénier, les membres conviennent à l'unanimité d'adopter la résolution 369-CA-5596 concernant l'embauche d'un professeur régulier au Département des sciences naturelles (David Rivest); laquelle est jointe en appendice.

5.7 Embauche d'un professeur régulier au Département des sciences administratives

Le recteur mentionne que suite à l'affichage d'un poste de professeur régulier dans le domaine du marketing, le Département des sciences administratives a procédé à la sélection des candidats selon la procédure prévue à cette fin. Suite à l'avis du comité de sélection, l'Assemblée départementale du Département des sciences administratives recommande au conseil d'administration l'embauche de monsieur Martin Savard à titre de professeur régulier au secteur disciplinaire « stratégie et marketing » au site de travail Saint-Jérôme.

Après délibérations, sur proposition de monsieur Jean Vaillancourt, appuyée par monsieur Claude Chénier, les membres conviennent à l'unanimité d'adopter la résolution 369-CA-5597 concernant l'embauche d'un professeur régulier au Département des sciences administratives (Martin Savard); laquelle est jointe en appendice.

5.8 Embauche d'une professeure régulière au Département des sciences administratives

Le recteur mentionne que suite à l'affichage d'un poste de professeur régulier dans le domaine de la finance, le Département des sciences administratives a procédé à la sélection des candidats selon la procédure prévue à cette fin. Suite à l'avis du comité de sélection, l'Assemblée départementale du Département des sciences administratives recommande au conseil d'administration l'embauche de madame Salma Ben Amor à titre de professeure régulière au secteur disciplinaire « finance et économique » au site de travail Saint-Jérôme.

Après délibérations, sur proposition de monsieur Jean Vaillancourt, appuyée par monsieur Claude Chénier, les membres conviennent à l'unanimité d'adopter la résolution 369-CA-5598 concernant l'embauche d'une professeure régulière au Département des sciences administratives (Salma Ben Amor); laquelle est jointe en appendice.

5.9 Ouverture des admissions au certificat en économie et société et offre de la mineure en économie et société

Le doyen des études soumet aux membres du conseil d'administration le projet d'ouverture des admissions au certificat en économie et société et de l'offre de la mineure en économie et société.

Le projet vise à répondre à la recommandation 6 du rapport d'évaluation périodique des programmes de majeures en sciences sociales portant sur le développement de programmes en économie. De plus, ce projet s'inscrit dans la poursuite du déploiement des sciences sociales à l'UQO comme prévu à la planification de développement académique « Horizon 2014 ».

La mise en œuvre de la mineure et du certificat en économie et société n'entraîne l'ajout d'aucune ressource, qu'elle soit professorale, physique, matérielle, ou encore documentaire.

Après délibérations, sur proposition de madame Louise Briand, appuyée par madame Frédérique Delisle, les membres conviennent à l'unanimité d'adopter la résolution 369-CA-5599 concernant l'ouverture des admissions au certificat en économie et société et offre de la mineure en économie et société; laquelle est jointe en appendice.

5.10 Ouverture des admissions au baccalauréat en sciences sociales (7849) « concentration développement international » et à la majeure en développement international

Le doyen des études soumet aux membres du conseil d'administration le projet d'ouverture des admissions au baccalauréat en sciences sociales (7849) « concentration développement international » et à la majeure en développement international.

Le projet vise à répondre à la recommandation 5 du rapport d'évaluation périodique des programmes de majeures en sciences sociales portant sur le développement de programmes en développement international. De plus, ce projet s'inscrit dans la poursuite du déploiement des sciences sociales à l'UQO comme prévu à la planification de développement académique « Horizon 2014 ».

La mise en œuvre de la majeure en développement international et de la concentration en développement international au baccalauréat en sciences sociales (7849) n'entraîne l'ajout d'aucune ressource, qu'elle soit professorale, physique, matérielle, ou encore documentaire.

Après délibérations, sur proposition de madame Louise Briand, appuyée par madame Chantal Saint-Pierre, les membres conviennent à l'unanimité d'adopter la résolution 369-CA-5600 concernant l'ouverture des admissions au baccalauréat en sciences sociales (7849) « concentration développement international » et à la majeure en développement international; laquelle est jointe en appendice.

5.11 Ouverture des admissions au programme court de premier cycle en systèmes d'information de gestion

Le doyen des études soumet aux membres du conseil d'administration le projet d'ouverture des admissions au programme court de premier cycle en systèmes d'information de gestion.

Au printemps 2012, le module des sciences de l'administration ajoutait une concentration en systèmes d'information de gestion au plan de formation du baccalauréat en administration. Cette concentration permettait aux étudiants du programme d'approfondir leurs connaissances en technologies de l'information en leur fournissant le cadre théorique et conceptuel propre à l'intégration et à l'optimisation des processus d'affaires des actifs informationnels et technologiques de l'organisation. La création d'un programme court de premier cycle en systèmes d'information de gestion s'inscrit en continuité avec cette modification.

De plus, dans le contexte où l'utilisation du progiciel SAP tend à se généraliser dans la fonction publique fédérale et dans les organismes régionaux, le projet offre aux professionnels un perfectionnement dans l'intégration des ressources informationnelles.

La mise en œuvre du programme court de premier cycle en systèmes d'information de gestion n'entraîne l'ajout d'aucune ressource, qu'elle soit professorale, physique, matérielle, ou encore documentaire.

Ce projet s'inscrit dans le développement des sciences administratives à l'UQO tel que prévu à la planification de développement académique « Horizon 2014 ».

Après délibérations, sur proposition de monsieur Claude Chénier, appuyée par monsieur Arnaud de Bastiani, les membres conviennent à l'unanimité d'adopter la résolution 369-CA-5601 concernant l'ouverture des admissions au programme court de premier cycle en systèmes d'information de gestion; laquelle est jointe en appendice.

5.12 Ouverture des admissions au programme de baccalauréat en génie électrique

Le doyen des études soumet à l'attention des membres du conseil d'administration le projet d'ouverture des admissions au programme de baccalauréat en génie électrique.

La commission des études, lors de sa réunion du 10 février 2011, a formulé un avis favorable relativement à ce projet et le 18 octobre 2012, elle approuvait une modification au programme.

Le projet de programme recevait un avis favorable de la Commission d'évaluation des projets de programmes (CEP) de la CRÉPUQ le 7 juin 2012. Suite à l'avis favorable du Comité des programmes universitaires, l'autorisation de financement du ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie, monsieur Pierre Duchesne, a été confirmée le 23 avril 2013.

Un membre recommande l'utilisation de l'expression « viabilité financière » en remplacement de l'expression « rentabilité financière ».

Après délibérations, sur proposition de madame Christiane Carle, appuyée par monsieur Michal Iglewski, les membres conviennent à l'unanimité d'adopter la résolution 369-CA-5602 concernant l'ouverture des admissions au programme de baccalauréat en génie électrique; laquelle est jointe en appendice.

5.13 Ouverture des admissions au programme de maîtrise en études langagières

Le doyen des études soumet à l'attention des membres du conseil d'administration le projet d'ouverture des admissions au programme de maîtrise en études langagières.

Ce programme s'adresse à des bacheliers provenant du baccalauréat en traduction, en rédaction ou d'un domaine connexe.

La commission des études, lors de sa réunion du 21 avril 2011, a formulé un avis favorable relativement à ce projet et le 18 octobre 2012, elle approuvait une modification au programme.

Le 7 février 2013, en réponse à la condition imposée par Commission d'évaluation des programmes et soutenue par le Comité des programmes universitaire, elle recommandait la création du grade « Maître en études langagières » pour le profil « travail dirigé professionnel »; tout en réaffirmant toutefois sa préférence pour l'utilisation du grade de « Maître ès arts (M.A.) » pour l'ensemble des profils du programme.

Le projet de programme recevait un avis favorable de la CEP de la CRÉPUQ le 27 juin 2012. Suite à l'avis favorable du Comité des programmes universitaires, l'autorisation de financement du ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie, monsieur Pierre Duchesne, a été confirmée le 23 avril 2013.

Suite à la question d'un membre qui souhaite connaître la raison qui explique que le contingent soit fixé à 12 étudiants et non selon la moyenne cible fixée à 15 étudiants, le recteur propose de clarifier cet aspect lors de la prochaine réunion du conseil puisqu'il ne détient pas les informations nécessaires actuellement.

Après délibérations, sur proposition de madame Louise Briand, appuyée par madame Frédérique Delisle, les membres conviennent à l'unanimité d'adopter la résolution 369-CA-5603 concernant l'ouverture des admissions au programme de maîtrise en études langagières; laquelle est jointe en appendice.

5.14 Ouverture des admissions à temps partiel au campus de Saint-Jérôme du programme court de deuxième cycle en gestion et développement communautaires (0541)

Le doyen des études soumet à l'attention des membres du conseil d'administration le projet d'ouverture des admissions à temps partiel au campus de Saint-Jérôme du programme court de deuxième cycle en gestion et développement communautaires.

Le secteur du travail social est en plein essor à Saint-Jérôme. Le baccalauréat y est offert depuis l'automne 2006 et l'UQO a déjà décerné 198 grades de bachelier aux étudiants des Laurentides. Le succès du déploiement des programmes de premier cycle en travail social à Saint-Jérôme a permis d'établir un corps professoral sur ce campus.

Dans le document « Horizon 2014 » de la planification stratégique, il est prévu d'implanter la maîtrise en travail social au campus de Saint-Jérôme pour l'année 2014. Le programme court en gestion et développement communautaires constitue une première étape dans l'ouverture du deuxième cycle universitaire en travail social sur ce campus.

Pour ces raisons, le comité des programmes de deuxième cycle en travail social recommande l'ouverture des admissions à temps partiel pour le programme court de deuxième cycle en gestion et développement communautaires.

Après délibérations, sur proposition de madame Louise Briand, appuyée par madame Lyse Ricard, les membres conviennent à l'unanimité d'adopter la résolution 369-CA-5604 concernant l'ouverture des admissions à temps partiel au campus de Saint-Jérôme du programme court de deuxième cycle en gestion et développement communautaires (0541); laquelle est jointe en appendice.

5.15 Révision des régimes d'admissions à la maîtrise en sciences infirmières, concentration santé mentale et soins psychiatriques

Le doyen des études soumet à l'attention des membres du conseil d'administration le projet de révision de l'offre d'admission pour le programme de maîtrise en sciences infirmières, concentration santé mentale et soins psychiatriques.

Ce programme est géré conjointement avec l'UQTR, l'UQAC et l'UQAR. Les cours sont partagés entre les quatre constituantes partenaires. Déjà deux des quatre constituantes offrent ce programme à temps partiel uniquement.

En raison des contraintes qu'imposent la gestion réseau et le bassin d'étudiants potentiel hautement spécialisé, l'offre à temps complet de ce programme est difficile à supporter. Par ailleurs, la réalité professionnelle des candidats à ce type de programme semble incompatible avec la poursuite des études à temps complet.

Pour ces raisons, le comité des programmes de deuxième cycle en sciences infirmières recommande la suspension des admissions à temps complet pour le programme de maîtrise en sciences infirmières, concentration santé mentale.

Après délibérations, sur proposition de monsieur Claude Chénier, appuyée par monsieur Michal Iglewski, les membres conviennent à l'unanimité d'adopter la résolution 369-CA-5605 concernant la révision des régimes d'admissions à la maîtrise en sciences infirmières, concentration santé mentale et soins psychiatriques; laquelle est jointe en appendice.

5.16 Ouverture des admissions au programme de maîtrise en enseignement secondaire, profils français, mathématique et adaptation scolaire

Le doyen des études soumet aux membres du conseil d'administration le projet d'ouverture des admissions au programme de maîtrise en enseignement secondaire, profils français, mathématique et adaptation scolaire.

Le programme de maîtrise en enseignement secondaire s'adresse à des personnes qui manifestent un intérêt pour l'enseignement et qui disposent de bases disciplinaires adéquates (baccalauréat spécialisé ou l'équivalent) pour œuvrer au secondaire dans les domaines du français, langue d'enseignement, des mathématiques ou de l'adaptation scolaire.

Il s'agit d'un programme de deuxième cycle comportant 60 crédits, dont 15 crédits de stages (comptabilisés hors programme). Ce programme mène à l'obtention d'un brevet d'enseignement.

Après délibérations, sur proposition de madame Chantal Saint-Pierre, appuyée par madame Christiane Carle, les membres conviennent à l'unanimité d'adopter la résolution 369-CA-5606 concernant l'ouverture des admissions au programme de maîtrise en enseignement secondaire, profils français, mathématique et adaptation scolaire; laquelle est jointe en appendice.

5.17 Ajustement au nom de l'ISFORT

Le recteur explique que les documents adoptés par le conseil d'administration lors de l'élaboration des dossiers ayant mené à la mise en place de l'ISFORT étaient basés sur la désignation : « Institut des sciences de la forêt feuillue tempérée ».

Avec la mise en place de l'ISFORT, il appert que la désignation retenue peut avoir un effet restrictif indésirable. Un document d'analyse fourni par les professeurs du secteur démontre qu'au plan scientifique, la forêt feuillue constitue un sous-ensemble de la forêt tempérée. Or, la volonté à la base de la mise en place de l'ISFORT visait à offrir un complément aux organismes de recherche qui s'intéressent particulièrement à la forêt boréale. Aussi, l'utilisation du vocable « forêt tempérée » sans le qualificatif « feuillue » semble plus appropriée. Il permet de bien couvrir la réalité de la forêt typique de

l'Outaouais et des Laurentides et offre un spectre plus grand pour les travaux scientifiques envisagés à l'ISFORT.

En conséquence, le recteur recommande au conseil d'administration de confirmer que l'ISFORT sera désormais désigné au long comme suit : « Institut des sciences de la forêt tempérée ».

On note que l'acronyme ISFORT ne contient pas la lettre « F » qui réfère au mot « feuillue ». L'ajustement du nom rend l'acronyme davantage intuitif.

Après délibérations, sur proposition de monsieur Jean Vaillancourt, appuyée par madame Frédérique Delisle, les membres conviennent à l'unanimité d'adopter la résolution 369-CA-5607 concernant la désignation de l'ISFORT; laquelle est jointe en appendice.

5.18 Embauche d'une professeure régulière au Département de psychoéducation et de psychologie

Le recteur mentionne que suite à l'affichage d'un poste de professeur régulier dans le domaine de la psychoéducation, le Département de psychoéducation et de psychologie a procédé à la sélection des candidats selon la procédure prévue à cette fin. Suite à l'avis du comité de sélection, l'Assemblée départementale du Département de psychoéducation et de psychologie recommande au conseil d'administration l'embauche de madame Caroline Cyr à titre de professeure régulière au secteur disciplinaire « psychoéducation » au site de travail Gatineau.

Après délibérations, sur proposition de monsieur Jean Vaillancourt, appuyée par monsieur Claude Chénier, les membres conviennent à l'unanimité d'adopter la résolution 369-CA-5608 concernant l'embauche d'une professeure régulière au Département de psychoéducation et de psychologie (Caroline Cyr); laquelle est jointe en appendice.

5.19 Embauche d'une professeure régulière au Département de psychoéducation et de psychologie

Le recteur mentionne que suite à l'affichage d'un poste de professeur régulier dans le domaine de la psychoéducation, le Département de psychoéducation et de psychologie a procédé à la sélection des candidats selon la procédure prévue à cette fin. Suite à l'avis du comité de sélection, l'Assemblée départementale du Département de psychoéducation et de psychologie recommande au conseil d'administration l'embauche de madame Aude Villatte à titre de professeure régulière au secteur disciplinaire « psychoéducation » au site de travail Saint-Jérôme.

Après délibérations, sur proposition de monsieur Jean Vaillancourt, appuyée par monsieur Claude Chénier, les membres conviennent à l'unanimité d'adopter la résolution 369-CA-5609 concernant l'embauche d'une professeure régulière au Département de psychoéducation et de psychologie (Aude Villatte); laquelle est jointe en appendice.

6.- Affaires administratives et financières

6.1 Contrat de services sur demande en charpenterie-menuiserie – entrepreneur général aux pavillons Alexandre-Taché et Lucien-Brault, au campus de Saint-Jérôme et à l'ISFORT

Monsieur Sébastien Brunet confirme qu'il se trouve en situation de conflit d'intérêts, tel qu'évoqué par la présidente en début de réunion, puisqu'un de ses proches est le propriétaire d'une entreprise qui pourrait se voir octroyer ce contrat, et fait part de son choix de quitter la salle lors du traitement de ce point.

Monsieur Sébastien Brunet quitte la salle.

Le vice-recteur à l'administration et aux ressources informe les membres que l'UQO désire confier à un entrepreneur des services sur demande en charpenterie-menuiserie - entrepreneur général pour effectuer des travaux de réparation et/ou de

construction aux bâtiments ainsi que divers travaux de menuiserie aux pavillons Alexandre-Taché et Lucien-Brault, au campus de Saint-Jérôme et à l'ISFORT.

Conformément à la Politique d'acquisition des biens et services de l'Université du Québec en Outaouais, la division des approvisionnements de l'UQO a lancé, le 6 mai 2013, sur le *système électronique d'appel d'offres* (SÉAO) un appel d'offres public pour recevoir des propositions de la part d'entrepreneurs en conformité avec les exigences réglementaires prévues au *Règlement sur les contrats de travaux de construction des organismes publics* (L.R.Q. C-65.1, r.5) adopté en vertu de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (L.Q., 2006, c. 29, c. C-65.1). L'objectif poursuivi était d'obtenir le tarif le plus concurrentiel tout en répondant aux exigences de l'UQO.

L'ouverture des propositions a été faite le 28 mai 2013. Cinq entreprises ont déposé des propositions conformes au devis. L'étude des propositions a été faite par le Service des terrains et bâtiments et la division des approvisionnements de l'UQO. Un document d'analyse d'appel d'offres et de recommandation est présenté. La recommandation est d'octroyer le contrat à l'entreprise « Les constructions Gilles Lepage ». La période du contrat est de trois (3) ans, soit du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2016.

Le montant approximatif maximum qui pourrait être octroyé à l'entrepreneur choisi, estimé à 950 000 \$, est questionné par quelques membres. Ces derniers le jugent élevé, notamment puisque trois entrepreneurs ont proposé d'effectuer les travaux pour moins de 900 000 \$, et craignent qu'il incite à la facturation de services additionnels afin de toucher le montant maximum.

Le vice-recteur à l'administration et aux ressources précise que la résolution proposée n'engage pas l'UQO à octroyer un contrat de 950 000 \$, mais veille plutôt à identifier un montant maximum qui pourrait être versé à l'entrepreneur retenu au cours des trois prochaines années. L'estimation de ce montant est fondée sur les frais encourus par des travaux similaires effectués au cours des dernières années. Il ajoute que la source de financement utilisée à cet égard pourrait provenir de subventions diverses. Il souligne enfin que la valeur du contrat en heures figurait au devis et que les montants proposés par les soumissionnaires ont été établis en fonction de cette donnée. Il mentionne que la soumission a été vérifiée et jugée conforme par l'adjointe au secrétaire général et conseillère juridique de l'UQO.

Après délibérations, le vote étant demandé, sur proposition de monsieur Claude Chénier, appuyée par madame Dominique Toupin, les membres conviennent à la majorité (pour : 8 - contre : 1 – abstention : 3) d'adopter la résolution 369-CA-5610 concernant un contrat de services sur demande en charpenterie-menuiserie – entrepreneur général aux pavillons Alexandre-Taché et Lucien-Brault, au campus de Saint-Jérôme et à l'ISFORT; laquelle est jointe en appendice. Un membre, monsieur Sébastien Brunet, absent de la salle lors du traitement de ce point en raison du conflit d'intérêts évoqué précédemment, n'a pas voté, et deux membres, madame Frédérique Delisle et monsieur Michal Iglewski, disent s'être abstenus de voter par manque d'information.

Monsieur Sébastien Brunet réintègre la salle.

6.2 Bail Collège préuniversitaire Nouvelles Frontières

Le vice-recteur à l'administration et aux ressources mentionne qu'en 2008, l'UQO et le Collège préuniversitaire Nouvelles Frontières signaient un bail pour l'utilisation de certains locaux du pavillon Lucien-Brault, bail venant à échéance le 14 juillet 2013.

En effet, le bail d'une durée de cinq ans, commençant le 15 juillet 2008 et se terminant le 14 juillet 2013, comprenait une option de renouvellement de deux périodes de cinq ans. Le bail incluait l'utilisation de sept salles de cours durant les plages horaires de jour ainsi que d'autres espaces dont l'auditorium et le gymnase, soit une superficie locative de 9 888 pieds carrés pour un loyer annuel de 148 320 \$ (avant taxes). Un protocole d'entente permettant de partager certains services avait également été conclu.

Dès janvier 2013, l'UQO a entrepris des discussions avec le Collège afin de s'entendre sur les modalités et les conditions de reconduction du bail. Or, il a été convenu que le renouvellement serait d'une durée de cinq ans, soit du 15 juillet 2013 au 14 juillet 2018, et comprendrait la possibilité pour l'une ou l'autre des parties de mettre fin unilatéralement au bail par une clause de résiliation moyennant un avis de douze (12) mois.

Le bail comprendrait les mêmes superficies locatives qu'auparavant et une hausse de 15 % du coût du loyer est prévue, et ce, dès la première année. Le coût prévu du loyer est de 170 568 \$ (avant taxes), montant qui sera indexé annuellement en fonction de l'Indice des prix à la consommation (IPC) de la région d'Ottawa-Gatineau publié en avril de chaque année par Statistiques Canada.

Le vice-recteur à l'administration et aux ressources porte à l'attention des membres que des corrections mineures seront apportées au bail avant sa signature, soit aux articles :

1.10.6 : par l'ajout du déterminant « des » à la première ligne du deuxième paragraphe : Si le Collège désire faire **des** modifications (...);

2.8 : par le remplacement de l'article 2.8 par **l'article 2.7** à la deuxième ligne du premier paragraphe;

3.7 : par la correction de « tout entente » par « **toute** entente » à la troisième ligne;

3.16 : par le remplacement de l'article 2.9 par **l'article 2.8** à la dernière ligne;

3.17 : par la correction du nombre de pages du contrat qui est de **17 pages** et non 16 pages comme indiqué.

Le vice-recteur fait également savoir que selon les calculs du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (MESRST), qui évalue l'espace disponible selon le type de programmes offerts, les campus de Gatineau de l'UQO affichent un surplus d'espace.

Il précise aussi, à l'intention d'un membre qui souhaite savoir si le coût du loyer est compétitif, qu'il est difficile d'établir des comparatifs puisque de nombreux facteurs tels que l'emplacement, les services offerts, l'âge du bâtiment, etc. doivent être considérés, mais qu'il semble que le tarif demandé par l'UQO se situe dans la moyenne.

Un membre déplore la perte d'une partie de la subvention du MESRST occasionnée par le surplus d'espace et porte à l'attention du conseil que plusieurs cours qui devraient normalement se donner au pavillon Lucien-Brault doivent être dispensés au pavillon Alexandre-Taché en raison du manque de locaux.

Le vice-recteur à l'administration et aux ressources confirme que certains cours exigeant des locaux de grande capacité, au nombre de cinq ou six par trimestre, doivent être donnés au pavillon Alexandre-Taché. Il ajoute par ailleurs que la location de locaux procure à l'Université un revenu plus élevé que la perte de subvention et que dès qu'un manque d'espace se fera sentir, un avis de fin de bail peut être signifié au locataire.

Après délibérations, le vote étant demandé, sur proposition de madame Dominique Toupin, appuyée par monsieur Sébastien Brunet, les membres conviennent à la majorité (pour : 12 - contre : 1) d'adopter la résolution 369-CA-5611 concernant le bail Collège préuniversitaire Nouvelles Frontières; laquelle est jointe en appendice.

6.3 Approbation du refinancement de l'emprunt relatif aux résidences étudiantes de l'Université du Québec en Outaouais échéant le 30 août 2013

Le vice-recteur à l'administration et aux ressources informe les membres qu'un emprunt au montant de 5 700 00 \$ a été contracté auprès de la Banque Nationale du Canada le 1^{er} jour de septembre 2003 dans le cadre du financement des résidences étudiantes de l'UQO. Cet emprunt, au taux de 5.65 %, remboursable par versements mensuels de 32 902 \$ pour un terme de 10 ans, calculé sur une période d'amortissement de 30 ans, vient

à échéance le 30 août 2013. L'UQO désire refinancer le solde de cet emprunt, soit 4 726 000 \$, sur une période d'amortissement maximale de 20 ans, soit le solde restant de la période négociée pour l'emprunt initial. Les revenus nets générés par les résidences sont suffisants pour autofinancer un service de dette amorti sur cette période.

L'article 77.1 de la Loi sur l'administration financière permet à un établissement universitaire d'emprunter sans l'autorisation du ministre responsable de l'application de la loi qui régit les établissements universitaires pour un projet non subventionné en vertu de la Loi sur les investissements universitaires (chapitre I-17). Par ailleurs, le Règlement sur les emprunts effectués par un organisme, qui découle de l'article 77.1 de la Loi sur l'administration financière, stipule que l'autorisation du ministre des Finances n'est pas requise pour un emprunt de moins de 20 000 000 \$ contracté par un établissement universitaire pour la réalisation d'un projet d'immobilisation non subventionné, en vertu de la Loi sur les investissements universitaires (L.R.Q. c.I-17).

Les articles 4 d) et e) de la Loi sur l'Université du Québec (L.R.Q., c.U-1) autorisent l'Université du Québec à faire sur son crédit des emprunts de deniers par tout mode reconnu par la loi et spécialement par lettre de change, billet ou autre effet négociable, et à hypothéquer ses biens meubles ou immeubles pour assurer le paiement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations. Par ailleurs, l'article 31 de la même Loi permet aux universités constituantes d'exercer les mêmes pouvoirs, aux conditions fixées par règlement de l'Assemblée des gouverneurs.

Pour procéder au refinancement de la dette venant à échéance, l'UQO mandatera le vice-recteur à l'administration et aux ressources et la directrice du Service des finances pour négocier les meilleures conditions d'emprunt (sous la forme de lettre de change, de billet, d'effet négociable, d'émission d'obligations, d'hypothèque, d'acceptation bancaire ou autres titres ou valeurs) auprès des institutions financières retenues par l'Université.

Le règlement général 4 de l'Université du Québec stipule que l'autorisation préalable de l'Assemblée des gouverneurs est requise pour pouvoir refinancer l'emprunt échéant le 30 août 2013, puisque l'engagement excède 4 000 000 \$.

L'UQO désire emprunter 4 726 000 \$ sur une période d'amortissement maximale de 20 ans.

Pour ce faire, l'UQO déléguera, dans le cadre de ce refinancement d'emprunt, les pouvoirs d'emprunt et d'approbation des conditions et modalités à certains de ces dirigeants, pourvu qu'ils soient au moins deux à agir conjointement, pour conclure toute transaction d'emprunt, en établir les montants ainsi que les autres caractéristiques et fixer ou accepter les conditions et modalités relatives à chacune de ces transactions.

Après délibérations, sur proposition de madame Lyse Ricard, appuyée par madame Christiane Carle, les membres conviennent à l'unanimité d'adopter la résolution 369-CA-5612 concernant l'approbation du refinancement de l'emprunt relatif aux résidences étudiantes de l'Université du Québec en Outaouais échéant le 30 août 2013; laquelle est jointe en appendice.

6.4 Renouvellement des contrats d'assurance collective de l'Université du Québec au 1^{er} juin 2013

Le secrétaire général mentionne que lors de sa réunion tenue le 29 mai 2013, l'Assemblée des gouverneurs a adopté la résolution 2013-5-AG-R-92 relative au renouvellement des contrats d'assurance collective de l'Université du Québec.

Celle-ci recommande aux conseils d'administration des établissements de l'Université du Québec de ratifier, pour l'exercice 2013-2014, le renouvellement des contrats d'assurance collective que l'Assemblée des gouverneurs a approuvés, avec Desjardins Sécurité financière et Financière Manuvie, en tenant compte du nécessaire ajustement des primes en découlant. Fait à noter, l'adoption de cette proposition entraîne, pour cet exercice, un congé partiel de trente pour cent (30 %) de la prime en assurance vie de base.

C'est le conseil d'administration qui dispose du pouvoir de ratification à cet effet. Une copie de la résolution devra être transmise au secrétaire général de l'Université du Québec.

Après délibérations, sur proposition de madame Dominique Toupin, appuyée par madame Chantal Saint-Pierre, les membres conviennent à l'unanimité d'adopter la résolution 369-CA-5613 concernant le renouvellement des contrats d'assurance collective de l'Université du Québec au 1^{er} juin 2013; laquelle est jointe en appendice.

7.- Nominations

7.1 Nominations de membres au comité de santé, sécurité et prévention

Le vice-recteur à l'administration et aux ressources informe les membres que la Politique de santé, sécurité et prévention prévoit, à son article 8.3, un Comité de santé, sécurité et prévention composé des personnes suivantes :

- Un étudiant au premier cycle;
- Un étudiant aux cycles supérieurs;
- Un professeur;
- Une personne chargée de cours;
- Un membre du personnel de soutien;
- Un membre du personnel professionnel;
- Un membre du personnel administratif;
- Un cadre;
- Le vice-recteur à l'administration et aux ressources, président du Comité;
- Le responsable de la santé, sécurité et de la prévention, membre et secrétaire du comité.

Sauf exception, ces membres sont nommés pour une période de deux (2) ans. Or, les mandats de deux (2) membres actuels de ce comité sont échus depuis le 30 avril dernier. Les syndicats concernés ont été consultés afin qu'ils désignent, au sein de leur groupe respectif, un membre qui fera partie de ce comité.

Le conseil d'administration est invité à nommer les personnes suivantes, sur recommandation des syndicats concernés, à titre de membres du comité de santé, sécurité et prévention :

pour un mandat débutant rétroactivement au 1^{er} mai 2013 et se terminant le 30 avril 2014 :

M^{me} Odette Rochefort, Syndicat du personnel de soutien;

pour un mandat débutant rétroactivement au 1^{er} mai 2013 et se terminant le 30 avril 2015 :

M^{me} Ghyslaine Lévesque, Syndicat des chargées et chargés de cours.

Le vice-recteur à l'administration et aux ressources avise les membres du conseil qu'étant donné l'embauche, à titre de professeure, de madame Caroline Cyr, initialement nommée comme représentante par le Syndicat, ce dernier a désigné aujourd'hui même madame Lévesque pour la remplacer.

L'on convient en séance de préciser sur la résolution que les mandats des membres débutent rétroactivement, et ce, à compter du 1^{er} mai 2013.

Après délibérations, sur proposition de monsieur Michal Iglewski, appuyée par madame Louise Briand, les membres conviennent à l'unanimité d'adopter la résolution 369-CA-5614 concernant les nominations de membres au comité de santé, sécurité et prévention; laquelle est jointe en appendice.

8.- Période d'information et questions

Le recteur informe le conseil qu'à la suite du recomptage bisannuel des quotas d'attribution par le Programme de chaires de recherche du Canada, l'UQO perdra, dans trois ans, l'une de ses chaires. D'ici cette date, la coupure de financement afférente sera répartie entre les six titulaires de chaires de recherche du Canada de l'UQO pour les trois années à venir. Le recteur souligne que le vice-recteur à l'enseignement et à la recherche sera invité à se pencher sur cette problématique à son entrée en poste en août prochain.

Il poursuit ses informations en traçant une synthèse des demandes de subvention à des concours relatifs aux subventions de recherche pendant l'année 2012-2013. Il signale notamment que le taux de succès des demandes provenant de l'UQO auprès du gouvernement fédéral est supérieur à la moyenne nationale et que cinq demandes de subvention en génie, sur un total de 15, ont été acceptées, alors qu'une demande en santé, sur un total de cinq, a été acceptée. Il souligne également le succès des demandes effectuées auprès du Fonds de recherche du Québec (FRSQ), et fait savoir qu'au cours des années à venir, il pourrait s'avérer plus complexe de décrocher des subventions puisque la croissance du corps professoral s'effectue beaucoup plus rapidement que celle des fonds de recherche.

Un membre dit avoir été surpris de recevoir, pour une deuxième fois et par une personne différente, le mot de passe lui permettant d'accéder au site Web des Comités et groupes de travail. Des vérifications seront effectuées par le secrétaire général. Ce dernier évoque toutefois la possibilité que le mot de passe lui ait été transmis une seconde fois en raison de sa participation à un nouveau comité.

9.- Dépôt de documents

- 9.1 Mise à jour des listes des regroupements des programmes par unité
- 9.2 Synthèse de l'évaluation périodique des programmes de premier cycle en relations industrielles et en ressources humaines
- 9.3 Synthèse de l'évaluation périodique des programmes de deuxième cycle en relations industrielles
- 9.4 Synthèse de l'évaluation périodique des programmes de premier cycle en sciences sociales
- 9.5 Synthèse de l'évaluation périodique des programmes de baccalauréats en enseignement
- 9.6 Chantier 1 – Loi-cadre – Document UQ
- 9.7 Chantier 1 – Loi-cadre – Invitation à l'UQO à prendre part à la consultation
- 9.8 Chantier 2 – Conseil national des universités – Réponse collective des établissements du réseau de l'UQ
- 9.9 Chantier 2 – Conseil national des universités – Proposition des chefs d'établissement universitaire du Québec
- 9.10 Chantier 3 – Offre de formation collégiale – Invitation à l'UQ à prendre part à la consultation
- 9.11 Chantier 4 – Financement des universités – Invitation à l'UQO à prendre part à la consultation
- 9.12 Chantier 5 – Aide financière aux études – Rapport du chantier
- 9.13 Lettre annonçant le retrait des établissements du réseau de l'UQ de la CREPUQ

10.- Prochaine réunion

La prochaine réunion du conseil d'administration aura lieu le lundi 23 septembre 2013 à 16 h 30.

11.- Clôture de la séance

Sur proposition de madame Lisette Blouin-Monfils, appuyée par monsieur Yves Dupont, il est résolu à l'unanimité que la séance soit levée à 20 h 23.

Original signé par :

La présidente, Lisette Blouin-Monfils
Le secrétaire, Luc Maurice